

Niveau d'avancement

Mauvaise direction	On est au point mort	On se prépare	On est en route	On est bien avancés	Jalon atteint
---------------------------	----------------------	---------------	-----------------	---------------------	---------------

Qui doit être mobilisé?



Société civile



Établissements d'enseignement, de recherche et d'expertise



Gouvernements



Organismes de financement



Personnes et organisations consommatrices

Comment pourrait-on s'y rendre?

- **Renforcer la législation sur la lutte à la pauvreté**, pour la rendre plus structurante, notamment par plus de mécanismes de mesure, de suivi et d'imputabilité. Le Québec a sa Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale depuis 2002. Celle-ci pourrait être révisée pour donner plus de force aux stratégies qui en découlent.
- **Mettre en place des politiques de protection sociale**, notamment concernant :
 - Une hausse du revenu pour les personnes défavorisées. Les ménages doivent avoir les moyens de pouvoir se nourrir convenablement. Un revenu de base universel est une solution souvent proposée pour lutter structurellement contre la pauvreté. Il assurerait au ménage un pouvoir d'achat suffisant pour accéder à un régime alimentaire sain et durable.
 - L'accès au logement, qui est un besoin essentiel. L'offre actuelle de logements sociaux et de suppléments au loyer est largement insuffisante pour combler les besoins des personnes en situation de vulnérabilité. Un meilleur encadrement de la hausse des loyers et du phénomène de « rénoviction » permettrait de limiter l'insécurité grandissante chez nombre de locataires. Des mesures pour limiter la spéculation et un meilleur encadrement du marché immobilier pourraient être mises en place pour endiguer la pénurie de logements abordables.
 - L'accès à une éducation favorisant l'obtention d'un emploi de qualité.
 - Toute autre mesure permettant d'agir sur les déterminants structurels de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté en général.
- **Développer un système de sécurité alimentaire sociale**, comme proposé par plusieurs organisations en France, afin d'assurer un montant minimal dédié à l'alimentation de qualité pour toutes et tous.

Puisque ces mesures vont à contre-courant des tendances actuelles, une forte mobilisation de la société civile et de la population semble essentielle pour inciter les élus et les élus à adopter de telles stratégies. Le milieu de la recherche peut jouer un rôle en contribuant à une plus large diffusion des études en lien avec la lutte à la pauvreté, et en démontrant les impacts des politiques sociales.

Qu'est-ce qui peut faciliter ce changement?

- **La pandémie a fait bondir l'intérêt pour l'idée du revenu de base universel** dans plusieurs pays, alors que ce concept était auparavant marginal (Crowley, J. et Sevcic, L. 2021).
- **L'Île-du-Prince-Édouard a adopté en 2021 le «Poverty Elimination Strategy Act»**, qui vise à éliminer complètement la pauvreté d'ici 2035. C'est la première province au Canada à se doter d'une législation aussi ambitieuse. Si elle se révèle efficace, il est fort probable qu'elle connaisse un plus grand rayonnement et soit reprise par des partis politiques québécois, notamment.

Qu'est-ce qui peut freiner sa mise en œuvre?

- **Le désengagement de l'État.** Les mesures de redistribution des richesses en faveur des personnes défavorisées sont peu adoptées au niveau politique, car elles sont complexes, coûteuses et leurs impacts se mesurent difficilement à court terme. La lutte à la pauvreté est en grande partie reléguée aux organismes communautaires et aux associations religieuses et caritatives.
- **L'exclusion de certaines personnes des mesures sociales.** Les personnes immigrées, itinérantes, issues de communautés culturelles et les Autochtones, par exemple, peuvent ne pas avoir accès aux programmes existants pour différentes raisons : difficultés linguistique ou administrative, inéligibilité, difficulté d'accès à l'internet, méconnaissance des programmes, etc.
- **Les différents ministères travaillent en silo** pour atteindre des objectifs qui leur sont propres, alors que certaines décisions ou mesures ont des impacts sur d'autres ministères. Par exemple, les problèmes d'accès au logement ont un impact sur la santé et sur l'économie.

Ressources

[Crowley, J. et Sevcic, L. \(2021\). What we know and what we don't know about universal basic income](#)

[HLPE. \(2017\). Nutrition et systèmes alimentaires. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale](#)

[Ingénieurs sans frontière. \(2020\). Pour une sécurité sociale de l'alimentation](#)

[Fawcett-Atkinson, M. \(2021\). What a tiny island province can teach Canada about food security](#)

[Tarasuk, V. et al. \(2022\). Household food insecurity in Canada, 2021](#)

[Roy, M. \(2016\). Comment une petite ville du Manitoba a éliminé la pauvreté. L'actualité](#)

[Institut national de santé publique du Québec. \(2018\). Les inégalités sociales de santé au Québec - L'insécurité alimentaire](#)

[Liefers, J.R.L. et al. \(2018\). The economic burden of not meeting food recommendations in Canada: The cost of doing nothing](#)

[Table québécoise sur la saine alimentation et al. \(2021\). Accès universel à une offre alimentaire de qualité au Québec : actions, besoins et collaborations intersectorielles](#)